

Forum : Forum Citoyen sur la Migration

Thématique : Face au vieillissement des pays du Nord, les jeunes migrants sont-ils la solution ?

Nom de la Citoyenne : Zosia Hood

Situation familiale • Marié/en couple ○ Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire • Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Dans l'année financière 24-25, 24,924 personnes fures refusés la protection permanente en Australie. Couramment, il y a plus que **26,018 individus qui attendent une décision**. Pendant les années que ça peut prendre, ils restent dans les communautés avec des visas strictes. Sans accès à Medicare et le droit à travailler, la majorité sont **plongés dans l'extrême pauvreté**. Mon métier comme avocate pour l'immigration et défenseur des demandeurs d'asile signifie que je me concerne avec ce sujet considérablement. Les immigrants sont aussi des humains et nous avons tous la responsabilité de les traiter en tant que tels.

Les pays développés vieillissent et le monde est surpeuplé – alors les jeunes migrants doivent être la solution. Les jeunes générations sont notre futur, mais environ **90% de ces adolescents et enfants sont dans les pays du Sud**. Ils ont les mêmes capacités et ambitions que les jeunes des pays développés, mais une fraction des opportunités. Les docteurs, scientifiques, juristes, et politiciens du futur peuvent mourir de faim au Soudan du Sud, peuvent craindre les bombes à Gaza ou se voir refuser l'accès à l'éducation en Afghanistan.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

Tenant de changer la durée de la procédure d'immigration est longue et d'une très grande échelle. Cependant, il y a des mesures que nous pouvons prendre pour veiller à ce que l'attente d'une décision ne soit pas synonyme de pauvreté. Par exemple, les immigrants attendant une décision doivent avoir des droits humains, comme l'accès au soins de santé où le travail. Pour accommoder les migrants de chaque génération, mais surtout les jeunes, des pays développés peuvent accorder **accès aux produits de première nécessité** et de droits humains, comme les soins médicaux. Car les immigrants attendant une décision sont majoritairement sur un visa de transition, ils sont exclus du Medicare, obligés à payer la totalité (**\$15.000-\$60.000 pour d'intervention chirurgicale vitale**). Au lieu de cela, les immigrants doivent avoir accès aux cliniques dentaires publiques et hôpitaux pour le même prix qu'avec Medicare. De plus, pour obtenir un emploi, il faut avoir des visas spécifiques, ce qui restreint l'accès à l'emploi et à un revenu stable. Ce problème pourrait être résolu par une simplification des visas (BVA, BVB, BVC, et BVE), et le droit à un emploi peu qualifié sous un régime de visas, ce que supportent les jeunes migrants en particulier.

Ces amendements aux lois préexistantes facilitent les immigrants afin de ne pas les laisser sombrer dans la pauvreté, sûrement les jeunes migrants, qui dans un monde vieillissant sont notre futur.

En outre, le soutien psychologique devrait être une priorité pour les personnes qui attendent une décision concernant leur statut. L'incertitude qui dure parfois plusieurs années peut provoquer du stress, de l'anxiété et même des problèmes de santé mentale plus graves, surtout chez les adolescents qui doivent continuer leurs études tout en vivant dans une situation instable. Les gouvernements pourraient donc financer des services de soutien psychologique gratuits ainsi que **des programmes d'intégration dans les écoles et les communautés locales**. Ces initiatives permettent aux jeunes migrants de développer un sentiment d'appartenance, d'améliorer leurs résultats scolaires et de préparer leur avenir, quelle que soit la décision finale.

Finalement, même si la réforme complète des procédures d'immigration prendra du temps, il est possible d'améliorer immédiatement les conditions de vie des personnes concernées. Garantir **l'accès aux soins de santé, simplifier les visas de travail et offrir un soutien psychologique** ne sont pas des privilèges, mais des mesures essentielles pour protéger la dignité humaine. Une société développée devrait veiller à ce que personne ne soit condamné à la pauvreté ou à l'exclusion simplement parce qu'il attend une réponse administrative.